

VALLÉE DU FLEUVE

«UNITERRA» MOBILISE 9000 PRODUCTEURS DONT 21% DE FEMMES

Les exploitations familiales assurent à 80% de la production agricole du pays. C'est un secteur créateur d'emploi, déclare Mme Carine Guidicelli directrice régionale du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI).

LIRE PAGE 5



CONTRIBUTION DES FEMMES À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'AFAO GAGNE LE PRIX DE LA BID

P4

ACCORD DE PÊCHE UE/SÉNÉGAL

VIVE COLÈRE DES PÊCHEURS ARTISANS ET INDUSTRIELS

P8

ANNÉE INTERNATIONALE
DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

UN PROJET MÉDIA VALORISE LES
ACTIVITÉS DES OP

P3



African Agri Distribution (AAD)

Distributeur Exclusif des matériels agricoles de **GRILLO** au Sénégal, Mali et en Gambie

Km 40, Z.I de Sébikotane, RN°2 BP 30024 Dakar - Sodida (Sénégal)

Tel : (00221) 30 106 18 06 - 77 645 61 56 - 77 365 73 45 mail: africanagridistribution@gmail.com

Site web: www.africanagridistribution.com /Page facebook: AfricanAgriDistribution



LIVRE

“L’Agriculture sénégalaise de 1958 à 2012 : analyse systémique et prospective”

(Jade/Syfia) - “J’étais à la recherche d’informations, de documentations et de données sur l’agriculture sénégalaise après la mise en place de la Goana. Je me posais des questions pour savoir qu’est ce qui s’est passé, qu’est ce qui fait qu’on en arrive à une crise alimentaire qui nécessite la mise en place de la Goana”, a expliqué Amadou Ndiaye.

Cet enseignant chercheur à l’Université Gaston Berger (Ugb) de Saint Louis, présentait, fin avril, à l’Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) à Dakar son livre “L’Agriculture sénégalaise de 1958 à 2012 : analyse systémique et prospective”. Chercheurs, enseignants, acteurs de monde rural, société civile, Ong, éditeurs, etc. avaient pris part à cette cérémonie présidée par le directeur général de l’Isra, Dr Alioune Fall, le directeur scientifique dudit institut et le professeur Alpha Amadou Sy de l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad).

“On est allé chercher des données sur le terrain. Quand on a reçu les données, on les a organisées, on a fait le diagnostic. On a essayé de mettre en place ce qu’on appelle une approche d’analyse pour mieux comprendre les données ; et tout cela a donné le livre comme résultat”, a justifié l’auteur Amadou Ndiaye.

En effet, dans son ouvrage, il n’a pas seulement dit les maux que traverse l’Agriculture sénégalaise, mais l’enseignant a aussi reconnu que “de bonnes choses comme moins bonnes ont été faites”. Selon l’auteur, les approches étaient sectorielles et ne prenaient pas en compte les différents éléments qui composaient l’Agriculture. “C’est un peu désarticulé. Il n’y a pas une approche globale qui permet d’avoir les résultats escomptés. En ce sens que quand on met en place des politiques agricoles, on est à la recherche de trois finalités : chercher à nourrir la population, créer des emplois et jouer le levier pour les autres secteurs”, a soutenu Amadou Ndiaye. Pour lui, la volonté politique est perceptible et beaucoup d’actions ont été faites sur le terrain. Malheureusement, estime-t-il, c’est une question d’approche beaucoup plus systémique qui font que souvent on analyse seulement les producteurs, leur système de faire mais pas ceux qui interviennent et quelle est la relation qui les lie. L’auteur a fait une prospective en mettant en place un modèle systémique qu’il a baptisé “système de développement agricole et rural”. Ce système est caractérisé par un ensemble d’éléments en interactions qui sont organisés. Il a identifié trois éléments : l’exploitation agricole familiale ou non familiale, l’éducation agricole qui fournit des intrants à l’exploitation agricole et les subventions de l’Etat. “Ces trois éléments sont en interactions. Quand j’analyse leur interaction dans notre système, je me rends compte que l’exploitation agricole est souvent une exploitation paysannale familiale où les choses sont héritées. Les membres des exploitations agricoles ne sont pas souvent formés par notre système d’éducation agricole”, a regretté M. Ndiaye.

FINANCEMENT

Près de deux milliards de F cfa de Tokyo pour assister les agriculteurs défavorisés

(APS) - Le ministre de l’Economie et des Finances, Amadou Ba, et l’ambassadeur du Japon au Sénégal, Hiroshi Fukada, ont procédé, mardi fin avril à Dakar, à la signature de l’échange de notes et d’un accord de don portant sur le financement d’un programme d’assistance d’un montant de 1,9 milliard de francs CFA destiné aux agriculteurs défavorisés.

“Nous venons de signer l’échange de notes et l’accord de don d’un montant de 1,9 milliard de francs CFA destiné à l’exécution du projet d’assistance à la sécurité alimentaire des agriculteurs défavorisés, au titre de l’année 2014”, a déclaré Amadou Ba. Selon lui, ce financement servira à l’acquisition d’intrants agricoles, principalement d’engrais et à la fourniture des engrais de qualité aux petits producteurs défavorisés, afin de soutenir la production agricole et augmenter les rendements dans les régions de Saint-Louis, Matam, Fatik et Kaolack. “Il va permettre de franchir un pas décisif dans la relance et la valorisation de l’économie rurale, en vue de réduire le déficit commercial lié aux importations alimentaires et d’atteindre l’autosuffisance à court et moyen termes”, a indiqué le ministre de l’Economie et des Finances. “Le Japon, à travers la coopération, vise à soutenir les efforts du gouvernement du Sénégal pour résorber le déficit de sa production alimentaire par la réalisation de l’augmentation de la production agricole”, a déclaré son l’ambassadeur, Hiroshi Fukada. “C’est ainsi que le Japon, au cours de ces dix dernières années, a mobilisé plus de 39 000 tonnes d’engrais destinées à l’aide à la sécurité alimentaire au Sénégal”, a-t-il rappelé.

Pour M. Fukada, “il s’avère capital pour le Sénégal d’œuvrer à l’essor du développement de son secteur agricole, en vue d’assurer au pays une sécurité alimentaire autonome libérée de toute dépendance de l’aide étrangère”.

AGRICULTURE

Les oiseaux granivores détruisent annuellement près de 70 % des cultures rizicoles

(APS) - Les oiseaux granivores causent chaque année entre 30 et 70 pour cent des pertes des cultures rizicoles à travers le Sénégal, a déclaré lundi, début mai, à Diamaguène, dans le département de Pikine (banlieue de Dakar), le secrétaire général du ministère de l’Agriculture et de l’Équipement rural, Dogo Seck.

“Les oiseaux granivores constituent l’ennemi numéro un de cette production et causent chaque années des pertes de 30 à 70 %”, a-t-il révélé, à l’ouverture d’un atelier de formation sur les méthodes alternatives de lutte contre les invasions d’oiseaux granivores sur les cultures du riz.

D’une durée de cinq, la rencontre est une initiative de la Direction de la protection des végétaux, avec le soutien de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). “Pour contrôler les dégâts, la DPV s’est résolument engagée dans la voie d’une protection scrupuleusement conforme à la réglementation commune du Comité sahélien de pesticides (CSP) mais aussi plus efficace, respectueuse de la santé humaine, animale et de l’environnement” a-t-il assuré. Il a rappelé que le Programme d’accélération de la cadence de l’agriculture sénégalaise (PRACAS), conçu par son département, vise l’autosuffisance du Sénégal en riz à l’horizon 2017 avec une production de 1,6 million de tonnes de paddy.

“Pour la réussite de ce programme, il est indispensable d’assurer la production à travers la reconstruction du capital semencier, l’augmentation et la réalisation des aménagements hydro-agricoles et la double culture et repenser la mécanisation suivant la vocation des zones (irriguées/pluviales)”, a-t-il dit.

PARTENARIAT

Dix ans de travail de l’UE et de la FAO sur l’agriculture en Afrique



(Jade/Syfia) - Depuis plus de 10 ans, l’Union européenne (UE) et l’Organisation des Nations unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO) entretiennent un partenariat solide et généreux, afin de promouvoir le développement rural pour l’amélioration de la vie des populations pauvres, apprend, fin avril, Jade/Syfia de source proche de la Commission européenne.

“L’UE est le principal donateur à la FAO. Elle contribue à hauteur d’1,2 milliard USD, soit plus de 500 milliards de F cfa au programme de terrain 2008-2013 de l’organisation”, a indiqué la Commission européenne. Les nouveaux projets conclus entre l’UE et la FAO en 2013 représentent près de 200 millions USD, dont 87 % sont financés par le biais des délégations de l’UE.

La Communauté européenne est devenue membre de la FAO en 1991. Depuis 1993, des accords sont en place pour la coopération technique entre les deux institutions. En 2004, la Commission et la FAO sont devenues des partenaires stratégiques. En 2011, elle et la FAO, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont conclu un cadre de coopération stratégique. Objectif : Renforcer la capacité de la communauté internationale à apporter un soutien efficace, coordonné et durable à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Ce partenariat a renforcé le travail des deux organisations en faveur des objectifs communs qui sont l’éradication de la pauvreté et de la famine extrêmes, ainsi que la contribution aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). “En ce qui concerne la répartition géographique, environ 40 % des projets FAO-UE sont mis en œuvre en Afrique, devant l’Asie (18 %), le Proche-Orient (11 %) et l’Amérique latine (8 %). Restent l’Europe (7 %) et la coopération interrégionale (15 %)”, a-t-on indiqué.

La coopération entre la FAO et l’UE a ainsi atteint un sommet avec le programme de Facilité alimentaire de l’UE (Ndlr : 1 milliard d’euros, soit près 650 milliards de F cfa) qui a constitué la réponse rapide et massive de l’UE à la hausse des prix alimentaires de 2008. En 2013 cette facilité a montré qu’en trois ans, elle avait amélioré la vie de plus de 59 millions de personnes dans 49 pays et avait apporté un soutien indirect à 93 millions d’autres.

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122

Bp : 17130 Dakar - Liberté - Tél/Fax : (221) 33 867 68 27

Email : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE - Cheikh MBAYE (Stagiaire)

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRETARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

SÉSAME : Le Siam revalorise le prix au producteur

(Jade/Syfia) - Pour mieux vendre leur sésame, les producteurs ont recours au système de vente par internet avec l'envoi de sms qui informent sur les dernières offres du marché local. Une innovation saluée par les producteurs de cet oléagineux

■ PAR ABABACAR GUËYE

"Avant l'arrivée du Service d'information et d'accompagnement sur le marché (Siam), les producteurs de sésame n'avaient aucune information sur l'offre des prix. On ne profitait pas des retombées de nos récoltes. On était lésé par les opérateurs privés qui dictaient leur loi", ainsi parlait Ousmane Loum, membre de la Fédération nationale des producteurs de sésame (Fenprose).

Ousmane Loum s'exprimait, fin avril à Dakar, au cours d'une rencontre sur le bilan de la campagne de commercialisation (2013/14) du sésame et l'évaluation du Siam. L'atelier avait réuni les acteurs de la filière venus en particulier de la zone sud du Sénégal, l'Ong Veco-Sénégal, les représentants du Fndasp (Fonds national du développement agro sylvo pastoral), de la Direction de l'Agriculture, de la Division des Semences, ainsi que la Cellule des études et de la planification (CEP) du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER).

5000 tonnes de sésame et les prix doublent

"Pour cette campagne de commercialisation du sésame, l'oléagineux a été vendue entre 400 et 800 Fcfa/kg bord champ", a indiqué Ousmane qui a rappelé qu'en 2012, les prix du sésame variaient entre 300 et 500 Fcfa/kg bord champ.

"Nous sommes là pour faire l'évaluation du Siam, afin de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs, de réétudier et d'adopter des mécanismes de pérennisation plus efficaces", a relevé, de son côté, le Secrétaire général Fenprose Cheikh Oumar Sy. Il a, dans la même veine, soutenu que la production de sésame a augmenté.

"En 2013, 12 278 ha ont été emblavés pour une production de plus de 3 500 tonnes. En 2014, 13 000 ha pour une production de plus de 5000 tonnes", indique Cheikh Oumar Sy.

Ces nouveaux prix alléchants ont suscité des commentaires positifs. Pour Daouda Ba, membre de la Fenprose, le Siam a eu l'effet escompté chez les producteurs qui se l'approprient. "Ces mêmes producteurs aujourd'hui sont outillés et ne sont plus à la merci des opérateurs privés. Nous contractons des partenariats producteurs-privés gagnant-gagnant", témoigne Daouda.

Cependant, si le Siam lancé en octobre 2012 a permis aux ac-

teurs de se tirer d'affaires, n'en demeure pas moins qu'il y'a des imperfections. Venu de Kaffrine, Ousmane Samb soutient que les informations diffusées faisaient que certains producteurs refusaient d'honorer leurs engagements envers certains opérateurs privés avec qui ils avaient signé des contrats. Une idée approuvée par Aly Mansaré, membre de l'Association Aajac/Colufifa, organisation membre de la Fenprose. "Avant la mise en place du service d'information par SMS, les producteurs d'un village avaient accepté

de livrer à l'Association au moins quatre tonnes de sésame par campagne. Malheureusement, ils ont livré moins de 100 kg à l'Aajac Colufifa. Les producteurs ont préféré vendre à d'autres acheteurs faisant fi du contrat déjà signé", se désole Aly Mansaré.

Faible implication des femmes !

D'autres ont évoqué le caractère unilatéral du Siam, le manque de moyens pour assurer une bonne diffusion des bulletins, l'absence d'implication de l'Etat dans l'organisation et la régulation du marché, la difficulté d'accès aux semences de qualité et en quantité suffisante, la difficulté d'accès au financement des Op, la faible mobilisation des ressources internes de la faitière et l'analphabétisme de certains producteurs.

Tous ces manquements pour-

raient influencer négativement sur l'efficacité du Système d'information. D'ailleurs le chargé de programme de l'Ong Veco-Sénégal, Mame Birame Ndiaye a regretté la faible implication des femmes dans la filière, avant de dégager des pistes de réflexions et de les rappeler la philosophie de sa structure. Selon Mame Birame, Veco mène, en effet, une approche chaîne de valeur et appuie les Op. Il a suggéré à la Fenprose de ne pas faire de ce partenariat stratégique "une chasse gardée" mais plutôt d'en chercher d'autres auprès des services publics étatiques pour diversifier les activités et discuter des contraintes du secteur.

"Nous sommes disposés à vous accompagner dans les trois prochaines années. Nous vous avons financé tout le matériel informatique et bureautique, mais il faut que la Fenprose réfléchisse sur des méca-

nismes de contribution de ses membres pour qu'une fois que les financements s'épuisent, la fédération puisse continuer ses activités", a plaidé M. Ndiaye.

La chargée de programme à la Direction de l'Agriculture Mme Seynabou Mboup a, quant à elle, demandé aux acteurs de travailler davantage sur la transformation et sur une bonne sensibilisation pour amener les populations à mieux connaître le sésame.

Pour le S.G Cheikh Oumar Sy les producteurs doivent s'acquitter d'une certaine redevance pour mieux dynamiser la Fenprose. "Si on arrive à sensibiliser les producteurs à verser leurs cotisations, le système sera encore plus efficace et nous pourrions résoudre certaines questions liées au renforcement des ressources internes de la Fenprose, à l'amélioration de la qualité des services, etc.", a-t-il enfin lancé.

PROJET MEDIAS/AIAF

Valoriser les activités des organisations paysannes

(Jade/Syfia) - Pour marquer l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) décrétée fin 2013 par l'ONU, une dizaine de jeunes reporters sénégalais (radio, télévision et presse écrite) vont sillonner les campagnes. Objectif : effectuer des reportages pour

rendre visible et valoriser le travail des agriculteurs dans les exploitations familiales rurales. C'est ce que vise le projet Média AIAF de l'agence de presse agricole Jade/Syfia-Sénégal, construit en collaboration avec le Cncr et financé par le CECI

"Si on veut développer l'agriculture, il faut développer les exploitations familiales", a plaidé, au nom du ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) Abdourahmane Faye de la Cellule d'étude et de planification (CEP).

M Faye présidait, mi-avril au siège du Cncr à Dakar, le lancement du projet Média dans le cadre de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF). L'atelier était organisé par l'agence de presse agricole et rurale Jade/Syfia-Sénégal en collaboration avec le Conseil national de concertation et de coopération de ruraux (Cncr). Il avait réuni une dizaine de journalistes, le secrétaire général du Cncr et de la directrice du Centre d'études et de coopération internationale (Ceci). M Faye, qui s'est félicité de ce que la communauté internationale, à travers l'ONU, ait été finalement convaincue que "l'avenir du monde est dans l'agriculture familiale".

Pour Baba Ngom, secrétaire général du Cncr, les exploitations familiales sont les principales pourvoyeuses de nourriture et de richesses en Afrique. "Au Sénégal, les céréales sèches qui représentent 66% de la consommation totale des ménages sont produites principalement par les exploitations familiales. Elles sont aussi à la base de l'alimentation de plus de 60% de la population", a affirmé Baba Ngom. Il a également soutenu que les légumes de grande consommation (tomate, pomme de terre, chou, etc.) proviennent en grande quantité des exploitations familiales et ces productions sont en forte progression. C'est pourquoi, relève-t-il, le Cncr a fait de l'exploitation familiale son cheval de bataille. Ce qui lui a valu d'être désigné par la société civile comme coordonnateur des activités prévues tout au long de cette année. Une année internationale déclarée, fin 2013, par les Nations Unies. Ce qui revêt une importance capitale pour les organisations paysannes à tra-



vers le monde et particulièrement l'Afrique.

La nouvelle génération de journalistes sensibilisée aux réalités paysannes

Cependant, prévient M. Faye, il reste encore beaucoup de choses à faire, car il faut d'abord convaincre l'opinion. "Et c'est le rôle de la presse", a-t-il souligné.

Un avis que partage le coordonnateur du projet Média/AIAF. Pour le journaliste Madieng Seck, ce projet MEDIA et de coproduction entre Jade/Syfia-Sénégal et divers organes de presse de la place (radio rurale, télé et presse écrite) a pour objet d'intéresser les jeunes reporters. Il vise la pratique du reportage de terrain sur les sujets agricoles et ruraux. "Le projet a pour objectif de renforcer durablement la place de la presse agricole dans l'espace médiatique sénégalais. Il offre aux jeunes journalistes une formation pratique en les coachant sur la production d'articles de reportages, de portraits, et en favorisant la diffusion de leur travail dans les mé-

dias sénégalais qui ont accepté de nous accompagner dans cette belle aventure", a expliqué M. Seck. Selon lui, le projet contribue à une meilleure compréhension du concept et assurera une meilleure visibilité des actions des Op durant toute l'année.

La directrice régionale du Ceci, madame Carine Guidicelli soutient de son côté que c'est important que la presse valorise considérablement tout le travail que fait plus de 70% de la population sénégalaise. Pour la directrice régionale du Ceci, les organisations paysannes jouent aujourd'hui un rôle fondamental sur les questions de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire. "La nouvelle génération de journalistes doit donc être sensibilisée aux réalités du terrain, aux réalités paysannes. Il y'a encore des choses à valoriser. Je pense que les jeunes journalistes de ce projet montreront le travail aussi important qu'abattent les organisations paysannes", a suggéré la patronne du Ceci.

A. GUËYE

PNIA : La Société civile choisit Mme Khady Fall Tall de l'Afao...

(Jade/Syfia)- A l'issue d'une rencontre régionale de deux jours (18 et 19 avril 2014) à Thiès, les membres des Organisations de la société civile du Programme national d'investissement agricole (PNIA), ont choisi Mme Khady Fall Tall de l'AFAO pour coordonner le Groupe de Dialogue social et politique (GDSP)

■ PAR MADIENG SECK

Les acteurs non étatiques (ANE), membres des Organisations de la société civile rurale et du secteur privé rural (OSCR/OSPR) dans le Programme national d'investissement agricole (PNIA), ont porté leur choix sur Mme Khady Fall Tall, présidente de l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO) pour coordonner le Groupe de Dialogue social et politique (GDSP) ; une entité du dispositif de pilotage de ce PNIA, à côté du Comité de Pilotage dirigé par la Primature et celui technique dirigé par la Direction de l'analyse de la prévision et des statistiques agricoles (Dapsa).

Ce choix, porté sur Mme Tall, a eu lieu à l'occasion de l'atelier régional de Thiès (18 et 19 avril 2014) ouvert la veille par le gouverneur. La réunion visait à mobiliser les OSCR/OSPR autour du processus de mise en place du GDSP (lire encadré). Thiès, en effet, prépare la rencontre nationale de Dakar. Dans le cadre de la mise en œuvre du PNIA, il fallait donc structurer le GDSP pour qu'il ait une coordination au niveau national, régional et départemental, afin d'aller vers plus d'efficacité.

"L'objectif de l'atelier a été at-

teint. Les débats ont été objectifs et pertinents", a déclaré Mme Sokhna Diop Mbaye de la Dapsa, "satisfaite" de cette rencontre en présence de Ousmane Fall de l'Usaid/Pce, avec la facilitation technique du Hub Rural représenté par Abdoulaye Sèye.

Mme Tall, "la nouvelle Mamadou Cissokho"

Emue, Mme Tall, signataire de la société civile sénégalaise pour le compte du PNIA en 2010, a remercié le ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER), ainsi que ses pairs qui ont porté leur choix sur sa "modeste personne".

L'atelier de Thiès a suggéré au GDSP des rencontres trimestrielles et préconisé de diversifier ses partenariats, afin de les sensibiliser et de les informer, donc de jouer véritablement son rôle de veille et d'alerte, notamment autour des discussions du budget au Parlement. Dans cet ordre d'idées, la rencontre de Thiès a recommandé que le foncier et les exploitations familiales doivent être sécurisés. "Il nous appartient de travailler main dans la main pour appuyer les femmes et le secteur agricole", avait auparavant



appelé Mme Tall, la nouvelle "Mamadou Cissokho au féminin", pour parler comme certains dans la salle de réunion. En attendant l'autre rencontre régionale préparatoire de Kaolack prévue les 6 et 7 mai prochain, producteurs agricoles, pêcheurs, horticulteurs et exploitants forestiers avaient porté de nombreuses doléances sur l'accès des femmes au foncier et au crédit, la transformation et la commercialisation de produits alimentaires, le manque de matériel agricole, l'insuffisance des forages dont certains sont en panne, les vols de bétail et les problèmes récurrents dans la commercialisation des graines d'arachides.

Le GDSP espace de concertation pour les OSCR/OSPR

Le Programme national d'investissement agricole (PNIA), né du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en juin 2002 a été décliné en Plan d'investissement (Pi) pour mieux valoriser les potentialités agricoles et atténuer les contraintes. La première génération de projets arrive à terme en 2015. A la veille de l'élaboration de la deuxième génération de projets d'investissement (2016-2020), il urge d'impliquer effectivement les ANE (acteurs non étatiques) par la mise en place du GDSP. Parmi les fonctions de celui-ci figurent : la facilitation de la concertation inter-Ane, du plaidoyer et de la communication, la formulation et le financement de projets, le renforcement des capacités des ANE au bénéfice des agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, transformateurs, exploitants forestiers, etc. Autant d'activités qui permettent, in fine, de valoriser le travail des acteurs agricoles et non agricoles à travers la chaîne de valeur.

... qui gagne le Prix de la Bid sur l'apport des femmes à la sécurité alimentaire

(Jade/Syfia) - L'Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO) a remporté le prix 2014 de la Banque Islamique de Développement (BID sur "La contribution des femmes africaines à la sécurité alimentaire", a appris, début mai

à Dakar, l'agence de presse rurale Jade/Syfia-Sénégal auprès de sa présidente régionale Mme Khady Fall Tall.

Ce prix, qui en est à sa neuvième édition, récompense les efforts de l'AFAO pour sa contribu-

tion à l'amélioration de la sécurité alimentaire et son rôle pour l'autonomisation économique des femmes travaillant dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles. "Ce prestigieux prix est une première au Séné-

gal dans la catégorie Organisation et tout aussi rare en Afrique Subsaharienne. Il constitue un motif de fierté pour les femmes de l'Afrique de l'Ouest", a déclaré Mme Tall, satisfaite et honorée de ce prix de la BID.

Le trophée, doté d'une récompense de 70 000 dollars Us, sera remis à l'AFAO au cours d'une cérémonie, en marge de la 39^{ème} réunion annuelle des Gouver-

neurs de la BID prévue les 25 et 26 juin 2014 à Djedda, en Arabie Saoudite. L'AFAO partagera le prix avec une organisation servant les Communautés musulmanes ghanéennes.

Le Dr Ahmed Mohamed Ali Président du Groupe de la BID a félicité Mme Khady Fall Tall de l'AFAO comme une des lauréates 2014 dans la catégorie "Organisation".



VALLÉE DU FLEUVE/UNITERRA

«Bey dunde» mobilise 9000 producteurs dont 21% de femmes

(Jade/Syfia/La Gazette)- Le développement du Sénégal passe par l'agriculture. Les exploitations familiales assurent jusqu'à 80% de la production agricole du pays. C'est un secteur créateur d'emploi, déclare Mme Carine Guidicelli directrice régionale du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI). Entretien !



Au Sénégal, le projet "Bey dunde" (cultiver pour nourrir) rejoint 9000 producteurs dont 21% de femmes dans la vallée du fleuve.

ve Sénégal. "Bey dundé" est en partenariat avec le CECI (lire encadré) qui coordonne des projets en sécurité alimentaire à Matam et à Podor financés par les Américains, a fait savoir la Directrice régionale pour l'Afrique, Mme Carine Guidicelli.

A travers l'appui des coopérateurs volontaires, le CECI contribue, durant la campagne agricole, à la formation des exploitations familiales sur les techniques agricoles.

Le partenaire conduit lui-même son projet de coopération

Il apporte, dans certains milieux, des semences certifiées de très bonne qualité. Le programme travaille aussi avec les femmes sur la question du maraîchage. "Nous intervenons

au Nord, à l'Est du Sénégal et dans le Bassin arachidier auprès du Cadre de concertation des producteurs d'arachide (CCPA), où nous avons mis sur pied deux centres de transformation d'arachide en huile, en pâte, beurre et autres dérivés à Kaolack. Des centres de transformation dirigés essentiellement par des femmes qui sont très positionnées sur le marché", indique, souriante, la directrice régionale du CECI. Selon Mme Guidicelli, son organisme intervient dans les filières arachide, rizicole, horticole et maraîchère. Dans la conduite de ces projets, souligne-t-elle, le groupement paysan fait le choix de son plan d'action. "C'est le partenaire qui est dans le fauteuil du conducteur du projet et il décide de ce qui va être réalisé avec le coopérant", confie-t-elle.

Interpellée sur l'évolution de l'agriculture au Sénégal, elle laisse entendre : "l'agriculture est fondamentale dans tous les pays de l'Afrique de l'Ouest. Le développement du Sénégal passe et va passer par l'agriculture.

Les exploitations familiales assurent 80% de la production agricole du Sénégal

Au Sénégal, les exploitations familiales assurent jusqu'à 80% de la production agricole du pays. C'est une question de souveraineté et de sécurité alimentaire", lance-t-elle. Et d'ajouter : "plus de 60% de la population rurale s'activent dans le domaine agricole. Donc c'est un créateur d'emploi". Elle avance l'idée qu'il faut travailler sur la professionnalisation des métiers agricoles. D'autre part, elle souligne l'importance de la mise en place à temps des intrants de qualité (semences, engrais, matériels agricoles) pour accompagner la dynamique des exploitations familiales. Celles-ci doivent aussi être appuyées dans la conservation, la collecte et la commercialisation des produits récoltés. Selon Mme Guidicelli, les exploitations familiales assurent depuis longtemps la production agricole mais ne travaillent pas assez sur les questions de transformation, de conservation et de distribution. Ce qui permettrait aux exploitations familiales agricoles de bien gagner leur pain.

PROPOS RECUEILLIS PAR AMINATA DIENE ET M. S

Le CECI : Un réservoir de Volontaires professionnels

Le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) est une organisation canadienne présente au Sénégal depuis plus de 30 ans. Il a mis en place Uniterra, un programme canadien de coopération qui envoie ses volontaires dans plusieurs organisations paysannes du pays. Son but, appuyer les organisations représentant les exploitations familiales, dans tous les domaines utiles (agriculture, élevage, pêche, transformation, mise en marché, communication, etc.).

Son Bureau régional pour l'Afrique se trouve à Dakar. Selon Mme Guidicelli, le CECI est financé par la coopération canadienne, la Banque mondiale, les coopérations américaines ou d'autres partenaires. Uniterra est déployé avec une autre organisation qui s'appelle l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC). Ce programme permet aux coopérateurs volontaires (jeunes et moins jeunes) de partager leur expertise avec diverses organisations paysannes. Il permet de favoriser la réalisation de projets de coopération déployés sur cinq (5) ans. "La majorité des volontaires se rendent utiles aux organisations paysannes par un appui professionnel", témoigne Jean Marc Cor-

mier, lui-même coopérant volontaire, conseiller en communication auprès du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr) et la Fédération des ONG du Sénégal (Fongs Action-paysanne) depuis 2009. Cet avis est partagé par Ibrahima Ndiaye, chargé de communication de la Fédération des acteurs de la filière avicole (FAFA).

"Avec l'appui de volontaires, la FAFA a mis sur pied une coopérative et elle a réalisé son diagnostic et son plan de communication. Aujourd'hui, nous, nous réjouissons beaucoup de ces apports". Au Sénégal, les partenaires du CECI sont l'Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN), ainsi que le CNCR et certaines de ses fédérations membres (CCPA, DINFEL, FAFA, FONGS ET FPA). Le CECI qui intervient aussi sur l'égalité entre les hommes et les femmes, a également appuyé la réalisation de plusieurs activités du Collège des jeunes du Cncr. "Au CECI, notre vision est qu'il n'y a pas d'hommes, de femmes, il n'y a que des êtres humains. On doit les traiter sur un pied d'égalité", indique Mme Guidicelli, qui déplore que dans les exploitations familiales agricoles, les femmes sont très peu valorisées.

AD



Cet entretien est une co production de Jade/Syfia et du Magazine La Gazette, réalisé avec l'appui du CECI/UNITERRA et du CNCR

Il y a 15 ans

Les céréales locales s'affichent au menu

(Syfia-Sénégal) - Tenir un restaurant africain moderne, y présenter une bonne cuisine à base de céréales locales a toujours été le pari de Bineta Diallo Dioh. Au cœur de Dakar, les plats de cette pionnière, plusieurs fois primée attirent la clientèle.

■ PAR MADIENG SECK

Au "Resto Point d'Interrogation 2", en plein cœur de Dakar, non loin du Centre culturel français, il y a longtemps que Lamine et Cheikh ont vidé leurs plats de couscous de fonio. Mais les deux amis continuent à deviser tranquillement. Signe d'un bon déjeuner, chacun, à sa façon, fait promener entre ses dents un fétu de bois. A leur table, les assiettes attendent d'être débarrassées. Au fond des verres, quelques traces rouges de jus de bissap. "Il y a deux ans qu'on a découvert ce coin. Depuis, on vient ici presque tous les jours", lance avec un petit sourire, Lamine, cadre au ministère de l'Energie. Tous deux apprécient le cadre "convivial" du coin et le rapport qualité-prix des menus à 2000 F cfa (20 FF) par personne.

Dans ce restaurant, en effet, des plats succulents à base de fonio, riz local, mil, maïs et niébé, sont régulièrement servis. "Pour faire manger mes clients, je leur propose du couscous de mil, de maïs ou de fonio en garniture avec du thiof (mérrou) grillé ou une sauce viande", explique Bineta Diallo Dioh, la patronne. En plus des traditionnels couscous et bouillies connus de tous, Bineta apporte aussi des innovations dans la préparation des mets locaux. C'est le cas des croquettes, boulettes et galettes de fonio. Ou du yassa à base de riz entier local qui remplace avantageusement le riz importé dont les Sénégalais sont si

friands.

Tradition et hygiène

"Le 'Consommez sénégalais, je ne le voyais pas dans la réalité. Pour moi c'était un slogan creux. Mais ici on le vit", plaide sagement Cheikh qui énumère divers plats locaux, découverts ici : couscous de fonio, borakhé (sauce à base de feuilles de manioc ou de patate accompagné de pâte de riz ou de farine de céréales), n'dambé (niébé cuit à la sauce).

Des clients comme Lamine et Cheikh, Binta en reçoit entre 150 et 200 par jour. Parmi eux des étrangers comme ces deux hommes d'affaires français qui ont vite raclé leur plat de yassa. "C'est bon les plats sénégalais ! Mais on est là parce qu'il y a l'hygiène aussi. On en a marre des menus à 20 000 balles dans les hôtels de luxe", dit l'un d'eux, patron d'une PME du sud de la France.

A en croire le personnel du restaurant, des artistes de renom comme Koffi Olomidé, Oumou Sankharé, Zao y font des virées. "L'Hôpital Principal de Dakar m'envoie aussi des malades pour leur faire manger du fonio recommandé contre le diabète", ajoute Bineta, balayant d'un regard attentif les va-et-vient de ses serveuses. "Mon couscous au fonio est même parfois vendu en sous-traitance à un grand restaurateur étranger", révèle-t-elle. Inutile alors de dire que chez ce cordon bleu les marmites



sont toujours au pot-au-feu. En tout cas pas moins de 15 kg de fonio sont préparés chaque mois, deux fois plus de maïs, trois fois plus de mil et dix fois plus de riz entier venu de la vallée du fleuve Sénégal. Un riz souvent boudé par les Sénégalais qui mangent plus de 500 000 t/an de riz brisé importé.

Cette alimentation extravertie limite les débouchés des productions sénégalaises, le riz local surtout, dont plus de 12 000 t était en rade, en mai dernier, dans les rizières de la Vallée. En visite dans ces zones, le 18 juin 2000, le Commissaire européen au Commerce, Pascal Lamy, a estimé que cette habitude alimentaire crée un déséquilibre dans la consommation du riz local venu de la vallée du fleuve Sénégal qu'il juge de "qualité" face au riz importé. "Il faut, dit-il, arriver à équilibrer la position du producteur et du consommateur"

Bineta y contribue à sa modes-

te échelle. Le vif succès de son restaurant, elle le doit à ses compétences culinaires mais aussi à l'appui du Programme de promotion des céréales locales (Ppcl) financé par l'UE et dont la gestion est confiée à l'Ong Enda Graf Sahel, ainsi qu'au Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret) et au réseau technologie et partenariat en agro-alimentaire (Tpa), appuyés par la coopération française. Grâce à leur soutien, Bineta est maintenant consultée par ses services de traiteur, spécialisés dans les cocktails, les buffets et autres manifestations. Elle participe aussi à des échanges sous-régionaux de savoir-faire culinaires africains à travers le réseau Aval (Action des valorisations des savoir-faire locaux).

Financement européen

"Ces différentes structures, dit-elle, m'ont permis d'avoir accès au financement de l'UE mais aussi de participer à des séminaires au Burkina et au Mali". Au Mali justement, Bineta a remporté, en mars 2000, le prix "Cuisine d'Afrique", pour lequel concouraient le Bénin, le Mali, le Burkina et le Sénégal. Deux ans auparavant, elle avait gagné

haut la main le prix "Ecumoire d'or", un autre concours organisé dans son pays. La restauratrice dakaroise travaille aussi en étroite collaboration avec le professeur Jacques Latulippe, de l'école hôtelière de l'Estrie (Québec) qui vient régulièrement au Sénégal depuis 1999. "Ces rencontres facilitent la promotion des céréales locales. On a tout à gagner en y participant", explique Jacques Faty, l'assistant en management de Bineta.

Bineta ne compte pas s'arrêter en si bon chemin même si les impôts, pour ses 14 employés, sont bien salés. Et si elle doit affronter la concurrence déloyale de restaurants clandestins dans des maisons du centre ville, qui ne payent ni taxes ni impôts.

Cette pionnière du "Consommez sénégalais s'étonne de la passivité de l'Etat à appuyer ce secteur. "L'Etat appuie les agriculteurs, il doit donc regarder de notre côté. Parce que si les céréales locales ne sont pas consommées, il y aura un déséquilibre quelque part", souligne-t-elle. Bineta pense faire partager son expérience à d'autres et les premières servies seront les restauratrices et les employés de maison.

Tpa: Echanger les bonnes recettes

Crée en 1988 à l'initiative du ministère français de la coopération et de personnes attachées au développement dans les pays du Sud, le Réseau technologie en agro-alimentaire (Tpa) vise la promotion du secteur agro-alimentaire. Le réseau compte 1900 membres composés : d'entrepreneurs, de fabricants ou de fournisseurs d'équipements agro-alimentaires, d'organismes de recherche et de formation. Tpa couvre plus de trente pays, essentiellement africains.

Trois relais nationaux ont été mis en place au Sénégal, au Bénin et au Mali. D'autres relais sont envisagés au Burkina Faso, à Madagascar, en Côte d'Ivoire et au Congo. Le relais national du Sénégal qui a démarré en juin 1998 a réalisé en 1999 un annuaire des acteurs du secteur agro-alimentaire.

M. S

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

SUD-KIVU

Agriculteurs et éleveurs commencent à vivre en paix

(Syfia Grands Lacs/Rd Congo) Depuis la mise en place des comités mixtes de médiation, composés d'agriculteurs et d'éleveurs, à Fizi et Uvira, au Sud-Kivu, les différends entre les deux groupes commencent à être résolus pacifiquement et engendrent moins de violences.

■ PAR TRÉSOR MAKUNYA MUHINDO

Mi-février, le Cadre de concertation interethnique de Fizi (CCI-Fizi) au Sud Kivu a installé 30 panneaux qui indiquent les 19 chemins par où les vaches doivent désormais passer en période de transhumance (entre juillet et décembre), et 11 abreuvoirs où elles peuvent venir boire. Jusqu'alors il était difficile de savoir où le bétail devait passer ce qui entraînait un nombre considérable de conflits entre éleveurs et agricultures. En 2013, 1 000 conflits liés à la transhumance ont été enregistrés : 800 champs ont été dévastés, environ 14 vaches tuées et dix autres blessées par des propriétaires des champs saccagés lors du passage de troupeaux. Bien qu'important, rappelle Moshi, modérateur du

CCI-Fizi, le nombre de ces conflits est de loin inférieur à celui enregistré les années précédentes. "Il était tout d'abord difficile de les dénombrer. Pire, leur résolution était basée sur la loi de la force, les plus forts imposants aux faibles leur volonté. L'on a même assisté à la mort d'éleveurs et de quelques agriculteurs". Des avancées significatives que l'on doit à cette organisation appuyée par bien d'autres à Fizi mais aussi plus au sud à Uvira. "Nous n'avons connu que 38 conflits au deuxième semestre de 2013 alors que les trois dernières années avaient été dévastatrices voire meurtrières dans la plaine de la Ruzizi", témoigne pour sa part, Ruhara Ahinga, modérateur du CCI-Uvira.

Ici, 101 panneaux de signalisation des lieux de passage et plusieurs abreuvoirs ont déjà été implantés. Ils sont placés en concertation avec les éleveurs, les agriculteurs et les chefs coutumiers locaux. Ces derniers, indiquent les endroits où ils seront installés.

Informer davantage

Dans ces deux territoires, ces deux dernières années, des Cadres de concertation interethniques ont mis en place des Comités mixtes (CM). Ceux-ci sont composés des éleveurs et des agriculteurs qui règlent à l'amiable les différends de leurs pairs, contrairement aux longues et coûteuses procédures judiciaires ou administratives que la plupart entamaient jusqu'alors. Témoin d'un règlement, Kizungu Mugara, habitant de Sange, 60 km au nord d'Uvira : "En septembre dernier, un conflit entre un éleveur et un paysan dont le champ avait été dévasté dans le groupement de Kabunambo, chefferie de Bafuliru a ainsi été résolu".

Cinq CM fonctionnent déjà à Uvira et sept à Fizi. Même si des conflits demeurent signalés, ils sont moins violents, reconnaît Moshi, qui est convaincu que les éradiquer est un long processus dans ces contrées qui ont vécu des guerres intercommunautaires. A Fizi, par exemple, les éleveurs sont pour la plupart des Congolais tutsi accusés de vouloir s'emparer des terres de paysans. Il faut donc arriver, estime Mutare Mateso, journaliste de Fizi, à leur montrer la nécessité de cohabiter afin de développer leurs contrées. Sinon, avoue-t-il, on multipliera des structures de gestion de conflits entre ces deux groupes mais en vain. Ce professionnel des médias se base ainsi sur les récents événements. "De 30 panneaux fixés, plus de la moitié ont été démontés par certains habitants estimant, à tort, que ces endroits ont été remis aux éleveurs au détriment des cultivateurs", a-t-il constaté après enquête.

Préjugés

De nombreux habitants esti-

ment en effet ne pas avoir pas été consultés pour les placer alors que, rappelle Moshi, ce sont leurs chefs coutumiers qui ont indiqué leurs emplacements ces endroits. Selon lui, une étape importante, celle de la sensibilisation des habitants sur les bienfaits de ces panneaux et abreuvoirs devrait suivre mis n'a pas encore commencé. D'autres habitants s'inquiètent aussi des bêtes qui restent dans leurs localités même après la transhumance. Plus de 45 000 vaches dans une petite localité comme Kilicha, à 90 km au sud d'Uvira, empêchent les agriculteurs de cultiver en toute quiétude car le risque de dévastation de champs est énorme. Selon un journaliste de Baraka, de nombreux éleveurs de Minembwe, une localité de Fizi, ont amené ces deux dernières années des vaches en provenance du Rwanda et du Burundi où les espaces deviennent rares pour des gens qui ont de nombreuses vaches.

BANDUNDU

Le «champ-école paysan» augmente la production agricole

(Syfia Grands Lacs/ RD Congo) Grâce à l'apprentissage de nouvelles techniques agricoles, le «champ école paysan», les producteurs du Kwilu, dans la province du Bandundu au sud-ouest de la RDC, obtiennent de bien de meilleurs rendements.

■ PAR BADYLONGAWANDA BAKIMAN

«En 2013, nous avons récolté 60 tonnes d'ignames dans un champ de quatre hectares, contre 55 tonnes en 2012 et moins de la moitié les années d'avant», témoigne Albert Kukotisa, président du Cadre des paysans d'Idiofa pour le développement (CPID). Dans le district du Kwilu, province du Bandundu au sud-ouest de la RDC, ils sont des centaines, les agriculteurs qui voient ainsi leur production agricole s'améliorer.

Ce bon rendement, ils le tiennent de la formation au «Champ-école paysan» (Cep). Initié en 2011 par l'USAID, le Cep constitue un groupe de 20 à 30 agriculteurs et agricultrices, volontaires et disponibles, qui se réunissent une fois par semaine dans un champ pour suivre une formation agricole. Selon les initiateurs du projet, le Champ-école paysan facilite ainsi l'apprentissage et l'intégration de nouvelles techniques de production agricole en tenant

compte à la fois des capacités des apprenants et des ressources accessibles liées à l'écosystème. Ils sont accompagnés par un formateur dont le rôle est de les orienter à observer, trouver des causes et des solutions avant de réagir.

Près de 60 agriculteurs formés

La formation dure le temps d'un cycle de production du manioc (qui varie de 6 à 24 mois selon les conditions climatiques ou d'altitude). Dans le district du Kwilu, près de 60 agriculteurs ont ainsi été formés par le Champ-école paysan. Les premiers formés servent de relais auprès de leurs pairs. Ils apprennent entre autres le buttage et le billonnage, des techniques qui assurent le bon développement des racines (manioc, igname), un bon drainage dans les zones temporairement humides et aussi une manière de rassembler la terre fertile autour des plantes cultivées sur les sols

les plus dégradés. L'ingénieur Didier Kulenfuka explique que le billonnage permet également de maîtriser plus facilement les mauvaises herbes en donnant aux plants cultivés un avantage de 10 à 20 cm de hauteur par rapport aux adventices. Cependant, le billonnage et surtout le buttage doivent être pratiqués avec discernement en tenant compte de la pente du terrain pour éviter l'érosion.

Expert en vulgarisation agricole, Grégoire Ngalumulume Tshiebue, explique que les notions de «participation», d'«appropriation» ou d'«implication» des acteurs paysans trouvent tout leur sens et sont centrales dans le Cep. «Toutes les activités sont orientées de manière à développer chez le paysan des capacités réelles d'identification, d'analyse et d'interprétation des situations et informations en rapport avec les problèmes de son champ, à l'aider à prendre des décisions adéquates basées sur l'analyse de ses propres observations et à évaluer les résultats pour une réorientation judicieuse de ses interventions».

Cette stratégie consiste à faire apprendre aux paysans, «sur le terrain et non dans une salle de classe, des techniques culturelles et des



pratiques agro écologiques pour les rendre de plus en plus professionnels», relève Didier Kulenfuka, responsable d'Appui aux initiatives paysannes pour le développement, une Ong qui accompagne une cinquantaine d'organisations paysannes et de fermiers dans le district du Kwilu.

Pas de crainte pour l'avenir

Paysanne à Isingu, localité située 15 kilomètres de Kikwit, Chantal Kuhosa explique par exemple qu'en recourant à l'enfouissement, son champ de 30 ares lui a donné en 2013, sept sacs d'arachides, soit deux fois plus qu'en 2012, avant l'apprentissage

des nouvelles techniques.

Tous n'approuvent cependant pas la manière de faire du projet «champ-école paysan». Denis Ngwarimba, un octogénaire habitué à pratiquer durant des décennies la même technique de culture sur brulis, est convaincu, lui, que «cette nouvelle pratique ruine la fertilité du sol». «Que deviendra, à l'avenir, le sol laissé par nos ancêtres ? Où mangeront nos enfants et petits-enfants ?», s'interroge-t-il. «Il n'y a pas de craintes possibles, rassure l'ingénieur Emmanuel Mulenda. Parce qu'une technique comme l'enfouissement par exemple permet de mettre en terre des résidus végétaux pour fertiliser le sol».

ACCORD DE PÊCHE UE/SÉNÉGAL

Vive colère des pêcheurs artisans et industriels

(Jade/Syfia) - Le Sénégal a signé, le 25 avril 2014, un accord bilatéral avec l'Union européenne (Ue) sur la pêche. Cet accord permet à 38 navires européens de pêcher 14 000 tonnes de thon, pendant cinq ans, dans les eaux sénégalaises. En échange, l'Ue verse une compensation financière de 15 millions d'euros au Sénégal, soit près de 10 milliards F cfa.

Depuis l'annonce de cet accord, une forte mobilisation a rassemblé les organisations professionnelles de la pêche artisanale et industrielle qui l'ont vivement dénoncé.

Cette colère des organisations professionnelles de pêcheurs industriels et artisans venus de Soubédioune, Jaol, Fass Boye, Mbour, Kayar, et Saint Louis les a poussés à tenir, mi mai, une conférence de presse. "Cet accord de pêche n'est pas conforme aux intérêts du Sénégal. Pour la première fois, depuis 40 ans, l'Etat n'a pas signé un accord sans impliquer les acteurs", a affirmé Saer Seck, le patron du Groupement des armateurs et industriels de la pêche au Sénégal (GAIPES). Très remonté contre les autorités sénégalaises l'armateur condamne

cet accord en ces termes : "C'est une affaire d'incompétents !", allusion faite aux responsables sénégalais qui ont signé cet accord dans l'opacité.

Une affaire qui vient envenimer les relations entre pêcheurs artisans et industriels dont les activités font travailler près de 600 000 Sénégalais. Avec 12,5% du PIB du secteur primaire, la pêche au Sénégal joue, en effet, un rôle irremplaçable dans l'économie nationale et la sécurité alimentaire. A l'approche des élections locales de juin prochain, les pêcheurs jettent ainsi un filet du vote sanction. "Nous n'écartons pas de voter contre le régime actuel", lance aux journalistes Gaoussou Guèye, Secrétaire général de la Confédération des organisations de la pêche artisanale



d'Afrique de l'Ouest (CAOPA). Autre menace ! "On ne s'arrêtera pas là ; nous ferons tout ce que la loi nous donne pour que cet accord n'entre pas en vigueur", renchérit

l'industriel Adama Lam, vice-président du GAIPES.

Dans son intervention le député Mamadou Lamine Diallo (opposition) a invité tout le monde,

pêcheurs artisans comme industriels, à venir porter le débat à l'Assemblée nationale pour discuter de cette affaire qui soulève tant de colère.

ECHOS DES CEREALES

Période du 15 au 31 mai 2014

Céréales/Prix/Kg	Riz local	Riz importé non parfumé	Mil	Mais	Fonio
Dakar (Castors)	280 F cfa	260 F cfa	250 F cfa	250 F cfa	1 500 F cfa
Saint Louis (Mpal)	260 F cfa	265 F cfa	260 F cfa	250 F cfa	-
Kaolack/Dramé Escale)	Non disponible	275 F cfa	220 F cfa	210 F cfa	1000 F cfa
Guinguinéo	Non disponible	275 F cfa	220 F cfa	210 F cfa	-
Thiès/Touba Toul	Non disponible	270 F cfa	250 F cfa	230 F cfa	-
Diourbel/Ndangalma	Non disponible	280 F cfa	200 F cfa	230 F cfa	-
Matam	250 F cfa	270 F cfa	230 F cfa	220 F cfa	-
Louga	300 F cfa	400 F cfa (parfumé)	275 F cfa	250 F cfa	-